

# **Déclaration liminaire de l'Élan Commun du CSA Forêt-Agriculture du 18 décembre 2025**

CSA Forêt-Agriculture du 18 décembre 2025,

## Déclaration liminaire de l'Élan Commun

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Cette deuxième réunion du CSA forêt agriculture de l'année 2025 a enfin lieu, après le report de nombreuses réunions de cette instance ainsi que d'autres du ministère ces derniers mois. L'ordre du jour ne comporte que des points d'informations, sans aucun vote, ce qui n'est pas un bon signe pour le dialogue social au sein du ministère. Nos réunions deviennent uniquement des relais d'informations et de décisions prises, sans concertation avec les organisations syndicales.

Les agents du ministère et de la DGPE travaillent dans un contexte compliqué, entre les incertitudes sur les politiques publiques menées, sur les moyens budgétaires et un contexte de défiance envers les fonctionnaires par des politiques et des citoyens allant jusqu'à l'agressivité envers les agents du ministère, attisée par certains syndicats agricoles. Malgré les demandes répétées des syndicats du ministère, la Ministre n'a jamais soutenu publiquement ses agents qui exercent les politiques publiques dont elle a la charge.

### Dans les services agricoles :

Les problèmes rencontrés dans les services sont malheureusement récurrents chaque année. Des changements dans les modalités d'instruction sont annoncées tardivement en

cours d'année, des instructions des années antérieures sont à revoir pour certains dossiers (de 2023 pour la géométrie des MAEC et d'autres aides du premier pilier par exemple), les problèmes informatiques, dont ceux du logiciel ISIS sont toujours très fréquents. Tout cela pour des instructions à terminer dans des délais très courts, avec une forte pression sur les agents.

Une anticipation des règles d'instruction est indispensable, ainsi que des moyens humains suffisants et des outils plus performants.

### **En ce qui concerne la forêt :**

La politique forestière a changé de ministère de tutelle depuis bientôt un an. Cette nouvelle organisation a suscité des interrogations sur la gestion des agents concernés ainsi que sur les politiques menées. Les changements d'organisation de travail n'ont finalement concerné que l'administration centrale, qui travaille avec le cabinet ministériel de l'écologie, sans impact sur les services déconcentrés ni sur la gestion des personnels. Des interrogations persistent sur le maintien de ce fonctionnement.

De plus, la vision de la politique forestière du ministère de l'écologie reste à préciser. Par exemple, plusieurs dispositifs d'aides au renouvellement forestier ont existé ces dernières années, avec à chaque fois des modalités d'instruction, des acteurs (ASP ou Ademe) et des logiciels différents. Le dispositif France Nation Verte va-t-il être poursuivi ou le ministère de l'écologie souhaite-t-il en créer un nouveau ? Les défis de la forêt augmentent ces dernières années, avec les conséquences du dérèglement climatique et l'augmentation géographique et temporelle du risque feu de forêt, l'adaptation des forêts au climat futur, les risques sanitaires dont le nématode du pin est le dernier exemple. Ces missions nécessitent des agents en nombre suffisants et formés, au service d'une politique forestière bien définie.

Nous souhaitons attirer votre attention sur une situation

devenue particulièrement préoccupante : la pénurie persistante de techniciens en forêt et en agriculture, conjuguée à un manque de recrutement à la hauteur des besoins.

Sur le terrain, les équipes sont en sous-effectif chronique. Cette situation entraîne une dégradation des conditions de travail, une perte d'expertise, et met en difficulté l'exercice des missions essentielles de service public, qu'il s'agisse de l'accompagnement des filières, de la gestion durable des forêts, du suivi des politiques agricoles ou encore des enjeux environnementaux et climatiques.

Malgré l'élargissement et la complexification des missions confiées aux services, les recrutements restent insuffisants et ne compensent ni les départs à la retraite ni l'augmentation des charges de travail. L'attractivité des métiers de technicien forêt et agriculture demeure par ailleurs un enjeu majeur, notamment en raison des perspectives de carrière, des rémunérations et des conditions d'exercice.

Malgré le groupe de travail mis en place à ce sujet, nous demandons donc que des réponses concrètes soient apportées rapidement : un plan de recrutement ambitieux, une revalorisation des métiers et une réflexion globale sur l'attractivité et la pérennité de ces fonctions indispensables au ministère.

Je vous remercie pour votre attention.

[Voir en plein écran](#)

[Aller au contenu PDF](#)